



NOTICE D'INFORMATION A L'ATTENTION DES BENEFICIAIRES POTENTIELS DU DISPOSITIF « INVESTISSEMENTS DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES POUR UNE AGRICULTURE NORMANDE PERFORMANTE » (DISPOSITIF 4.1.1 – APPEL A PROJETS N°2/ 2020)

Cette notice présente les principaux points de la réglementation. Veuillez la lire avant de remplir la demande, SI VOUS SOUHAITEZ D'AVANTAGE DE PRECISIONS, CONTACTEZ LA REGION NORMANDIE

Les priorités de l'aide, les modalités d'intervention, ainsi que les critères de sélection des projets sont définis au plan régional par délibération du Conseil Régional de Normandie. Les demandes sont à présenter dans le cadre d'un appel à projets, garantissant la transparence des décisions relatives à la subvention sollicitée.

Les subventions sont accordées dans la limite des crédits alloués à ce dispositif par les co-financeurs et le FEADER. Une décision d'attribution de subvention intervient selon le niveau de priorité des dossiers et selon le rang de classement obtenu par les projets candidats. Le cas échéant, une décision défavorable est notifiée aux demandeurs concernés.

Dépôt des dossiers

→ Dans l'ensemble des départements 14, 50, 61, 27 et 76, deux guichets instructeurs sont définis pour ce dispositif :

- l'Etat (la DDT(M) de votre département) instruit les dossiers des Jeunes Agriculteurs (individuel ou en société (cf. définition page 15 de l'appel à projets), des sociétés et des GAEC ;
- la Région Normandie (site de Caen) instruit les dossiers des exploitations individuelles (hors JA) et des CUMA.

Tous les documents officiels de demande mentionnés, ainsi que cette notice, sont téléchargeables sur les sites : www.normandie.fr ou www.europe-en-normandie.eu

REGION NORMANDIE (SITE DE CAEN)

CETTE NOTICE PRECISE LES ELEMENTS EXPOSES DANS L'APPEL A PROJETS OU LE FORMULAIRE ET VOUS ACCOMPAGNE DANS LA REDACTION DE VOTRE DEMANDE D'AIDE. UNE BONNE QUALITE DE VOTRE DEMANDE D'AIDE (INFORMATIONS, PRECISIONS ET JUSTIFICATIFS ADEQUATS FOURNIS) CONDITIONNE UNE BONNE EVALUATION DE VOTRE DOSSIER, LE CAS ECHEANT SA SELECTION ET UNE EVENTUELLE ATTRIBUTION D'AIDE.

CONDITIONS D'OBTENTION ET DEPENSES ELIGIBLES

Qui peut demander une subvention ?

Les agriculteurs

- Les exploitants agricoles individuels, à titre principal ou secondaire ;
- Les agriculteurs personnes morales exerçant une activité de production agricole (sociétés ayant pour objet la mise en valeur d'une exploitation agricole, y compris dans le secteur horticole et de la pépinière : GAEC, EARL, SCEA*, etc.) ;
- Les établissements d'enseignement et de recherche agricole, les organismes de réinsertion sans but lucratif, les structures d'expérimentation s'ils mettent en valeur une exploitation agricole et s'ils exercent une activité agricole au sens de l'article L.311-1 du CRPM ;

Les groupements d'agriculteurs

- Toutes structures collectives exerçant une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du CRPM dans lesquelles les exploitants agricoles détiennent la totalité des parts sociales ;
- Coopératives d'Utilisation du Matériel Agricole (CUMA), dans laquelle les exploitants détiennent la totalité des parts sociales ;
- Groupements d'Intérêt Economique et Environnemental (GIEE) exerçant une activité de production agricole, et dans laquelle les exploitants détiennent la totalité des parts sociales.

Sont exclues : les indivisions, les sociétés par action simplifiée (SAS), les sociétés de fait, les propriétaires bailleurs de biens fonciers agricoles.

* concernant les SCEA et SARL, 50% du capital au minimum doit être détenu par les associés exploitants agricoles

Conditions :

- être à jour des contributions sociales, sauf accord d'étalement ;
- présenter un projet répondant aux priorités, ainsi qu'aux critères de sélection définis au niveau de la Région ;
- souscrire à des engagements sur une durée de cinq années.

Au 1^{er} janvier de l'année de dépôt de votre demande, vous devez (au moins un associé exploitant en cas d'exploitation sociétaire) :

- être âgé d'au moins 18 ans et ne pas avoir dépassé la limite d'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite définie dans l'article D161-2-1-9 du code de la sécurité sociale :
 - 60 ans pour les assurés nés avant le 01/07/1951 ;
 - 60 ans et quatre mois pour les assurés nés entre le 01/07/1951 et le 31/12/1951 inclus ;
 - 60 ans et neuf mois pour les assurés nés en 1952 ;
 - 61 ans et 2 mois pour les assurés nés en 1953 ;
 - 61 ans et 7 mois pour les assurés nés en 1954 ;
 - 62 ans pour les assurés nés à compter du 01/01/1955.
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de votre demande au titre des points de contrôle des normes minimales en matière d'environnement, d'hygiène et de bien-être des animaux.

Quelles sont les zones géographiques concernées ?

Le siège de l'exploitation du demandeur doit se situer dans les départements du Calvados, de la Manche, de l'Orne, de la Seine-Maritime ou de l'Eure.

Quelles dépenses sont éligibles ?

Attention : à l'exception des études préalables nécessaires à la définition du projet, vous n'êtes pas autorisé à démarrer vos investissements (signature de devis, bons de commande, versement d'arrhes, acquittement de factures, etc.) avant la date de réception du dossier par le service instructeur. Dès réception du dossier, un récépissé de dépôt vous sera envoyé par le service instructeur, précisant la date de réception du dossier qui détermine la date d'autorisation de commencement de travaux. Ce récépissé de dépôt ne constitue toutefois en rien une décision d'attribution d'aide.

Sont éligibles (détail dans l'appel à projets):

- Les bâtiments (construction, aménagements ou améliorations) ;
- Les achats de matériels et équipements agricoles ;
- Les plantations ou replantations pluriannuelles de vergers en plein champ ;
- Des aménagements agricoles ;
- Les investissements relatifs à des mises aux normes : dans les conditions prévues aux points 5 et 6 de l'article 17 du règlement (UE) n°1305/2013 modifié. (lire encadré plus bas) ;
- Les dépenses pour les plantations pour bandes lignocellulosiques
- Les dépenses immatérielles liées à l'investissement physique sont éligibles dans la limite de 15 % des montants des dépenses matérielles éligibles après plafonnement ;

Seules sont éligibles les dépenses pour du matériel neuf.

Un matériel présent dans le référentiel n'est pas forcément éligible. Seule la liste de matériels éligibles indiquée dans l'AAP est valable. Le référentiel ne précise pas les matériels éligibles au dispositif mais constitue une banque de comparaison des tarifs.

Mise en conformité avec des normes communautaires et précisions au regard de l'accès à ce dispositif d'aide à l'investissement.

D'une façon générale, cette mesure ne vise pas à financer les investissements liés au respect des normes européennes excepté dans les conditions prévues aux points 5) et 6) de l'article 17 du règlement N°1305/2013 modifié du Parlement Européen et du Conseil du 17/12/2013 et qui précisent :

Art. 17 « 5) Les jeunes agriculteurs qui s'installent pour la première fois dans une exploitation agricole comme chefs d'exploitation peuvent se voir accorder une aide pour les investissements réalisés en vue de se conformer aux normes de l'Union applicables à la production agricole, y compris les normes de sécurité au travail. Cette aide peut-être apportée pendant une période maximale de vingt-quatre mois à compter de la date de l'installation ou durant la période de réalisation des actions définies dans le plan d'entreprise.

6) Lorsque le droit de l'Union impose de nouvelles exigences aux agriculteurs, une aide peut être accordée pour les investissements qu'ils réalisent en vue de se conformer à ces exigences pour un maximum de 12 mois à compter de la date à laquelle celles-ci deviennent obligatoires pour l'exploitation agricole. »

Ne sont pas éligibles :

Les investissements inéligibles en matière de bâtiments, matériels, équipements, aménagements agricoles ainsi que les dépenses immatérielles et autres investissements inéligibles sont détaillés dans l'appel à projets.

Vérification du caractère raisonnable des coûts présentés

Le caractère raisonnable des coûts du projet sera vérifié au travers de référentiels nationaux ou d'un ou plusieurs devis en fonction de seuils définis dans l'appel à projets.

Quelle articulation avec les autres dispositifs ?

Les dépenses éligibles au titre de ce dispositif sont exclues des investissements éligibles au titre de la sous-mesure :

- « Investissements pour la transformation à la ferme et la commercialisation en circuits courts »,
- et des autres mesures liées à l'investissement dans les exploitations agricoles dans le cadre des 2 PDR 2014-2020 normands.

REGLES DE DEPOT DES DOSSIERS

INFORMATION IMPORTANTE CONCERNANT LA FIN DE LA PROGRAMMATION :

LES POSSIBILITES DE REDEPOT ENONCEES CI-DESSOUS SONT CONDITIONNEES A L'OUVERTURE DE PROCHAINS APPELS A PROJETS, EN FONCTION DE LA DISPONIBILITE DES CREDITS.

1) Toute demande rejetée suite à un appel à projets peut être renouvelée pour participer à un prochain appel à projets selon les cas suivants et à condition que l'opération ne soit pas matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant chaque nouveau dépôt :

Si le premier rejet est pour motif 'incomplétude', vous pouvez redéposer à un prochain appel à projets dans un délai de 6 mois après réception de la lettre de rejet, en conservant votre date de début d'éligibilité des dépenses à condition que le projet soit identique*.

Si le dossier est rejeté une seconde fois pour le nouveau motif 'non sélectionné' ou 'non sélectionnable', vous pouvez déposer une nouvelle fois, en conservant votre date de début d'éligibilité des dépenses du premier dépôt à condition que le projet soit identique*. Au 3ème rejet, quelque soit le motif, le dossier sera rejeté définitivement.

❖ Si le second rejet est à nouveau pour incomplétude, vous pouvez toujours redéposer votre projet (ou un nouveau), mais vous perdez le bénéfice de la première date de début d'éligibilité des dépenses. Une nouvelle date vous sera notifiée. Les dépenses antérieures à cette date ne pourront pas être retenues.

❖ Si le premier rejet est pour motif 'non sélectionné' ou 'non sélectionnable', vous pouvez redéposer, en conservant votre date de début d'éligibilité des dépenses à condition que le projet soit identique*. Au 2ème rejet, quelque soit le motif, le dossier sera rejeté définitivement.

❖ Pour tout rejet pour motif 'non éligible', vous pouvez toujours redéposer votre projet (ou un nouveau), mais vous perdez le bénéfice de la date de début d'éligibilité des dépenses. Une nouvelle date vous sera notifiée. Les dépenses antérieures à cette date ne pourront pas être retenues.

2) Tout précédent dossier de la période 2014-2020 doit être terminé et avoir fait l'objet d'un dépôt de demande de paiement finale avant de déposer un nouveau dossier, et le nouveau projet doit être un autre projet. Le nouveau projet sera rejeté pour motif 'non éligible' si cette condition n'est pas remplie au moment du dépôt. Une fois la condition remplie, vous pourrez redéposer votre projet à un prochain appel à projets, dans les 6 mois suivant la dernière lettre de rejet émise, et à condition que l'opération ne soit pas matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant le nouveau dépôt. Vous conserverez la date de début d'éligibilité qui vous aura été notifiée à votre premier dépôt à condition que le projet soit identique*.

3) Lors d'un redépôt de dossier, pour un projet identique au premier dépôt, vous devez transmettre un nouveau formulaire accompagné des éventuelles pièces manquantes du 1er dossier, ainsi que les bilans et comptes de résultat actualisés (dernière année comptable), l'annexe économique du formulaire et la liste de matériels à jour. Par ailleurs, pour toute modification étant intervenue entre les différents dépôts de dossiers, merci de fournir les documents correspondant actualisés (ex : Kbis si modification de statut, ...)

* *Projet identique = mêmes investissements, mêmes coûts, en tenant compte de la fluctuation des prix pour un même investissement.*

ELIGIBILITE ET SELECTION DES PROJETS

Eligibilité des projets

Les dossiers de demande déposés au plus tard à la date de fin de l'appel à projets (le cachet de la poste faisant foi) devront pour être éligibles concerner des projets qui améliorent la performance globale et la durabilité de l'exploitation agricole. En conséquence, chaque projet devra répondre à **au moins l'un des critères d'éligibilité suivants** :

- **Amélioration du niveau global des résultats économiques de l'exploitation** : Augmentation du ratio EBE/produit brut : ce critère est apprécié en fonction de la situation de départ de l'exploitation (dernier bilan clôturé avant projet*, chiffres prévisionnels en cas de démarrage d'activité ou plan d'entreprise pour JA) et de l'étude économique prévisionnelle (n+4 ou n+10 pour l'arboriculture) présentée dans le cadre de la demande ;

**l'EBE présenté pourra être l'EBE du dernier exercice clos ou l'EBE moyen sur les 3 dernières années d'exercice (période : dernier exercice clos N, N-1 et N-2) dans ce cas, il conviendra de préciser les données utilisées pour le calcul de l'EBE en année N-1 et N-2 en complément de l'étude prévisionnelle simplifiée (annexe I du formulaire de demande d'aide) à renseigner obligatoirement pour tout dossier*

- **Développement d'un atelier de production en lien avec une activité de transformation à la ferme** : ce critère est apprécié en fonction de la situation de départ de l'exploitation (dernier bilan clôturé avant projet, chiffres prévisionnels en cas de démarrage d'activité ou plan d'entreprise pour JA) et de l'étude économique prévisionnelle (n+4 ou n+10 pour l'arboriculture) présentée dans le cadre de la demande ;

- **Réduction des coûts alimentaires** : ce critère est apprécié en fonction de la présence dans les investissements de matériels valorisant l'herbe (y compris investissements pour l'accès et l'aménagement de prairies) ou permettant la culture de légumineuses/protéagineux fourragers (code culture) ou permettant la fabrication d'aliments à la ferme ;

- **Développement d'une production sous Signe d'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO)** : ce critère est apprécié au moyen d'une attestation de certification ou d'une attestation d'un Organisme de Défense et de Gestion ;

- **Diminution de la consommation d'énergie ou production d'énergie renouvelable** :

Ce critère concerne :

- les investissements dans des matériels d'économie d'énergie ;
- les matériels de production d'énergies renouvelables tels que les chauffe-eau solaires et chauffage solaire, les panneaux solaires pour le séchage en grange et le petit éolien (<50Kw) sur mât de 12 mètres minimum ;

- **Diminution des pollutions ponctuelles** (Mise Aux Normes et hors MAN) : Ce critère d'éligibilité est apprécié en fonction de la présence dans les investissements de matériels pour la mise aux normes ou la gestion des effluents d'élevage ;

- **Diminution des intrants** : Ce critère d'éligibilité est apprécié en fonction de la présence dans les investissements de matériels pour l'agriculture de précision ou de matériels de substitution aux traitements phytosanitaires ;

- **Valorisation des surfaces en herbe** : ce critère est apprécié en fonction de la présence dans les investissements de matériels valorisant l'herbe (matériels de gestion, récolte et distribution de l'herbe, ainsi qu'accès, aménagement, implantation et entretien de prairies) ;

- **Développement de la production de légumineuses/protéagineux fourragers** : ce critère est apprécié en fonction de la présence dans les investissements de matériels (hors charrue) spécifiques permettant la culture de légumineuses/protéagineux fourragers (code culture : *Soja (SOJ)* ; *Pois (PH5, PFF)* ; *Féverole (FF5, FFO)* ; *Lupin (LH5, LFH, LP5, LFP)* ; *Luzerne (LU5, LUZ)* ; *Jarosse (JOS, JOS)* ; *Méteil (MES, MEL)* ; *Sainfoin (SA5, SAI)* ; *Serradelle (SE5, SER)* ; *Trèfle (TR5, TRE)* ; *Vesce (VE5, VES)* ; *Méteil fourragers et à grains*) ;

- **Lutte contre l'érosion, respect des sols** : ce critère est apprécié en fonction de la présence dans les investissements de matériels pour les techniques simplifiées de culture (matériels de désherbage mécanique de travail simplifié du sol) ou la lutte contre l'érosion (matériels pour casser la croute de battance, l'affinement de surface lors du semis et permettant la formation de micro-buttes, ...) ;

- **Projet développant l'emploi dans l'entreprise** : ce critère sera apprécié au regard de l'étude économique prévisionnelle (n+4 ou n+10 pour l'arboriculture) présentée dans le cadre de la demande et d'éventuelles prévisions d'embauche ou d'augmentation de temps de travail salarié. Le porteur de projet devra expliciter ces éléments ;

- **Amélioration significative des conditions de travail** : ce critère sera apprécié dans le cadre de la construction et l'aménagement de bâtiment et en fonction d'investissements dans des matériels intervenants significativement dans ce domaine (projet avec bâtiment, matériels pour la simplification de la distribution de fourrage, matériels de contention, matériels de surveillance des naissances ainsi que des matériels spécifiques pour certaines filières : balayeuses pour l'horticulture, retourneuse à lin avec cabine, ramasseuses à pommes).

Sélection des projets

Les projets sont évalués selon un système de grille multicritères à points. Les projets éligibles devront atteindre un minimum de 90 pts pour être sélectionnés. Les projets sélectionnés (≥ 90 pts) seront ordonnés en fonction du nombre de points qu'ils auront obtenus. Un classement pour chaque périmètre (14, 50 et 61 / 76 et 27) sera effectué. Les projets sélectionnés seront accompagnés prioritairement selon l'ordre décroissant en points (du projet comportant le plus de points au projet en comportant le moins) jusqu'à épuisement de l'enveloppe de chaque Programme de Développement Rural dédiée à l'appel à projets.

La grille multicritères comporte des critères de 3 champs différents:

- I) Nature du porteur de projet et de son exploitation,
- II) Projet structurant ou particulièrement consolidé
- III) Caractérisation du projet en matière de triple performance.

Compte tenu des priorités régionales, les barèmes ont été adaptés en fonction des filières (animales ou végétales) et en fonction de la nature individuelle ou collective (CUMA) du porteur du projet.

Important : le formulaire de demande d'aide comporte l'ensemble des questions permettant à l'instruction de renseigner les critères de sélection. Les justificatifs demandés en page 19 du formulaire permettent de valider ces critères. L'absence de justificatif invalide un critère de sélection et en conséquence pénalise votre classement dans la sélection finale.

I) Critères de sélection liés à la nature du porteur de projet et de son exploitation

Le porteur de projet peut totaliser de 0 à 180 pts

Quel critère pour quel porteur de projet ?

Il est précisé dans la description du critère à quel type de porteur un critère s'applique et à quel nombre de points :

Les 3 types de porteur sont précisés comme suit :

- Critère s'appliquant à un projet individuel (individu, société, GAEC) en filière animale : **FA**
- à un projet en individuel (individu, société, GAEC) en filière végétale : **FV**
- à un projet collectif (CUMA, GIEE, ...) : **PC**

Quelle information se rapporte à quel critère dans le formulaire ?

Il est indiqué dans la description du critère, le « code du critère » : **S** ou **SMA** (exemple : S1,S2, SMA6, ...) visible dans la colonne grisée sur la droite des pages du formulaire. Ce code critère permet d'identifier dans le formulaire les informations à renseigner pour un critère donné.

Tout critère doit être attesté dans le dossier : par attestation, par le/les devis ou par l'étude prévisionnelle simplifiée (annexe I du formulaire), tout critère proposé à validation dans le formulaire doit être justifié.

- **Jeune Agriculteur** - FA / FV / PC - Code critère : S1 = 30 pts ou 10 pts pour un/des JA dans un projet collectif pour au minimum 10 % des engagements souscrits dans le projet(en heures ou surface) ;
- les **exploitants récemment installés** – FA / FV - Code critère : S2 = 10 pts. Ne concerne pas les projets collectifs : installé depuis moins de 5 ans ou titulaire d'une aide « Impulsion installation » ou installé avec une DJA mais avec plus de 40 ans ;
- les **agriculteurs à titre principal** – FA / FV - Code critère : S3 = 10 pts.
- **Porteur collectif** – PC – Code critère : SMA 4 = 30 pts
- **Investissements en copropriété** – FA / FV / PC - Code critère : S5 = 10 pts. Un contrat de copropriété précisant l'organisation des co-proprétaires vis-à-vis du matériel devra être joint au dossier ainsi qu'un devis précisant la quote-part de chacun. Une demande d'aide par copropriétaire **souhaitant bénéficier d'une aide au titre de ce dispositif** est nécessaire.

o **Intégration d'un volet formation/conseil :**

- **Conseil sectoriel** - FA / FV / PC - Code critère : S6 = 10 pts

Ce critère est validé lorsque le porteur de projet a suivi une formation ou un conseil individuel d'au moins 12 h (2 jours) sur une thématique prioritaire (triple performance) de l'appel à projets dans les 24 derniers mois précédant le dépôt de la demande d'aide.

Pour les projets collectifs : Une attestation doit être fournie par chaque adhérent participant à l'investissement. Ces participants peuvent avoir participé à des formations ou conseils individuels différents. Egalement pour les porteurs collectifs, le passage au banc d'essai du ou des tracteurs utilisés pour les matériels concernés par le projet permettra de valider ce critère, et il doit être réalisé par l'ensemble des adhérents si utilisation de leur propre tracteur.

- **Conseil stratégique** – FA/FV/PC – Code critère : SMA 7 = 30 pts

Ce critère peut être validé lorsque le porteur de projet suit un conseil agricole économique et stratégique agréé par la Région. Le diagnostic global de l'exploitation dans le cadre de ce conseil stratégique doit avoir été réalisé dans les 12 mois avant le dépôt du dossier de la présente demande d'aide.

Le Conseil Individuel dans un Cadre Collectif (CICC) financé par l'AESN dans les départements 27 et 76 valide également ce critère.

Pour les projets collectifs, le Diagnostic National d'Accompagnement des CUMA valide ce critère dès validation de la candidature d'une CUMA à un appel à projets DiNA CUMA (dispositif Etat).

- o **Filières prioritaires** : les priorités concernent l'élevage, et certaines filières végétales.

La nature du projet (type d'investissements) définit la filière (animale ou végétale) à laquelle se reporte le projet. En cas de projet mixte filière animale et filière végétale, la filière est définie au regard de la part principale des investissements réalisés ; si le projet mixte comporte en majorité des investissements en filière animale, il est caractérisé dans une filière animale ; si le projet mixte comporte en majorité des investissements en filière végétale, il est caractérisé dans une filière végétale. Les investissements pour les productions fourragères sont considérés comme des investissements en filière animale.

Filières animales :

- **Elevage bovin** – FA - Code critère : S8 = 30 pts
- **Autres Elevages** (ovin/caprin ou porcin ou avicole ou cunicole (équin non éligible)) – FA - Code critère : S9 = 25 pts.

Filières végétales :

- **Filières légumières, horticoles/pépinières, arboricoles, chanvre** – FV – Code critère : S10 = 20 pts

- o **Autres critères spécifiques liés au porteur ou à son exploitation :**

- **Adhésion à un GIEE** -FA/FV- Code critère : SMA11 = 10 pts

- **Adhésion à une organisation de producteurs ou une coopérative** – FA - Code critère : S12 = 10 pts

- **Certification environnementale de niveau 2 ou Ferme Dephy ou réseau des 30.000** – FA/FV - Code critère : SMA13 = 10 pts. Concernant les certifications environnementale de niveau 2 : cf. site du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (rubrique : Commission Nationale de Certification Environnementale) ;

- **Certification environnementale de niveau 3** (Haute Valeur Environnementale – HVE), **Mesure Agro-Environnementale** (MAE et MAEC) – FA/FV/PC - Code critère : SMA14-1 = 20 pts : MAE/MAEC, HVE : 30 % minimum de la SAU doivent être engagés. Pour les projets collectifs, 75 % des membres du groupe portant le projet doivent être titulaires d'une MAEC ou d'une certification environnementale de niveau 3.

- **Certification Agriculture Biologique (conversion ou maintien)** – FA/FV/PC - Code critère : SMA14-2 = 30 pts : 30 % minimum de la SAU doivent être engagés. Pour les projets collectifs, 75 % des membres du groupe portant le projet doivent être en Agriculture Biologique.

- **Exploitation herbagère/autonomie fourragère** – FA - Code critère : SMA15 = 20 pts. Ce critère est validé lorsque l'exploitation comporte une surface en herbe + légumineuses + Protéagineux ≥ 50 % de la SAU et une SFP hors maïs fourrage constituant au minimum 75% de la SAU.

- o **Critères spécifiques pour les projets collectifs :** Des critères cumulables permettent aux CUMA, aux GIEE et aux groupements d'agriculteurs de valoriser :

- **la création d'activité** – PC - Code critère : S16 = 35 pts. Ce critère s'applique aux premiers investissements faisant l'objet d'une demande d'aide dans le présent dispositif par un GIEE ou un groupement d'agriculteurs. Pour les CUMA, il s'applique pour

un primo-investissement dans un type de matériel au sein d'une CUMA

- **le développement d'une activité** – PC - Code critère : S17 = 30 pts. Ce critère permet de prendre en compte le développement d'une activité déjà existante au sein d'un GIEE ou d'un groupement d'agriculteurs ou la création d'une activité déjà existante dans une CUMA mais par un nouveau groupe
- **l'accueil de nouveaux agriculteurs** – PC - Code critère : S18 = 25 pts. Ce critère permet de valoriser l'arrivée de nouveaux adhérents/participants pour le projet d'investissement

II) Critères de sélection liés aux projets particulièrement consolidés et/ou structurants

Le porteur de projet peut totaliser de 0 à 90 pts

Ces critères permettent de valoriser les projets avec mises aux normes, les projets inscrits dans une démarche territoriale, les projets intégrés et les projets structurants.

- **Critère « Projet territorial »** - FA/FV/PC - Code critère : S21 = 10 pts. Ce critère valorise les investissements réalisés dans le cadre d'un projet partenariale de territoire. Cette démarche partenariale doit être pilotée par un organisme compétent ou une collectivité (pays local, un Parc Naturel Régional, une collectivité en zone vulnérable, un syndicat mixte, ...).
- **Critère « Projet intégré »** - FA/FV/PC - Code critère : S22 = 10 pts. Ce critère est validé lorsque le projet global fait appel à une autre mesure pour l'investissement des 2 PDR, par exemple une demande d'aide complémentaire dans le cadre d'un appel à projets « investissement pour la transformation à la ferme et la commercialisation en circuits courts » des PDR. Ce dossier de demande d'aide complémentaire au présent appel à projets doit avoir été déposé l'année précédente ou simultanément à la présente demande 4.1.1.
- **Critère « Projet structurant »** - FA/FV/PC - Code critère : S23 = 20 pts. Ce critère valorise les investissements pour des bâtiments (y compris des serres). Pour valider ce critère, le montant des investissements sur ce poste doit être supérieur ou égal à 50 % du coût total du projet.
Pour les projets collectifs, il s'agit également des projets développant l'emploi salarié (≥ 0.5 ETP).
- **Acquisition de la capacité de stockage des effluents hors zone vulnérable** – FA - Code critère : S24 = 10 pts. Ce critère ne concerne que les projets de JA sur les territoires du Calvados, de la Manche et de l'Orne. Pour valider ce critère les investissements dans le projet doivent être de 10 000 € minimum ou supérieurs ou égaux à 30 % du coût total du projet.
- **Acquisition de la capacité de stockage des effluents dans les anciennes zones vulnérables** (code critère : S25 – 30 pts). Ce critère ne concerne que les projets en filiales animales de JA. Pour valider ce critère les investissements dans le projet doivent être de 10 000 € minimum ou supérieurs ou égaux à 30 % du coût total du projet.
- **Acquisition de la capacité de stockage des effluents dans les nouvelles zones vulnérables** (à partir de 2018), code critère : S26 – 50 pts. Ce critère ne concerne que les projets en filiales animales sur les territoires du Calvados, de la Manche et de l'Orne. Pour valider ce critère les investissements dans le projet doivent être de 10 000 € minimum ou supérieurs ou égaux à 30 % du coût total du projet.

III) Critères de sélection liés à la triple performance économique, sociale et environnementale

Le porteur de projet peut totaliser de 0 à 50 pts

Une grille de 12 critères spécifiques définissant les 3 piliers de la triple performance économique, sociale et environnementale caractérise la qualité du projet en matière de triple performance (TP).

La validation de critères dans les différents piliers permet l'attribution de points :

- **Niveau I** (code critère SMA27 : 10 pts) de qualité du projet en matière de TP : 1 critère validé dans la grille TP,
- **Niveau II** (code critère SMA28 : 30 pts) de qualité du projet en matière de TP : 2 critères validés dans la grille TP,
- **Niveau III** (code critère SMA29 : 50 pts) de qualité du projet en matière de TP : 3 critères validés dans la grille TP,

GRILLE DE CRITERES POUR L'ACQUISITION DE LA TRIPLE PERFORMANCE DES PROJETS

Ces critères pouvant permettre l'accession aux niveaux I, II ou III de la Triple Performance sont identifiables par la codification spécifique : critère d'Acquisition de la Triple Performance (ATP). Ils sont validés au regard de l'étude prévisionnelle simplifiée ou du type de matériel inclus dans le projet.

Pilier économique :

ATP 1 - Amélioration du niveau global des résultats économiques de l'exploitation : ce critère ne concerne pas les projets collectifs (CUMA, GIEE). Il est validé lorsque le porteur de projet démontre dans son étude économique prévisionnelle (n+4 ou n+10 pour l'arboriculture) / (cohérence analysée), par rapport à son dernier bilan*, que le ratio EBE/ produit brut a une variation positive d'au moins 10 % (exemple : passage de 0.3 en année N à 0.33 en année N+4)

**l'EBE présenté pourra être l'EBE du dernier exercice clos ou l'EBE moyen sur les 3 dernières années d'exercice (période : dernier exercice clos N, N-1 et N-2) dans ce cas, il conviendra de préciser les données utilisées pour le calcul de l'EBE en année N-1 et N-2 en complément de l'étude prévisionnelle simplifiée (annexe I du formulaire de demande d'aide) à renseigner obligatoirement pour tout dossier*

ATP 2 - Développement d'un atelier de production en lien avec une activité de transformation à la ferme : ce critère est apprécié en fonction de la situation de départ de l'exploitation (dernier bilan clôturé avant projet) et de l'étude économique prévisionnelle (n+4 ou n+10 pour l'arboriculture) présentée dans le cadre de la demande. La part de l'investissement contributif doit être \geq à 30 % du coût total du projet ou \geq à un montant plancher d'investissement de 6000 €

ATP 3 - Réduction des coûts alimentaires : ce critère est apprécié en fonction de la présence dans les investissements (liste de matériels) de matériels valorisant l'herbe ou matériels spécifiques permettant la culture/récolte de légumineuses/protéagineux fourragers (préciser code culture. Cf. formulaire) ou permettant la fabrication d'aliments à la ferme. La part de l'investissement contributif doit être \geq à 30 % du coût total du projet ou \geq à un montant plancher d'investissement de 6000 €

ATP 4 - Développement d'une production sous SIQO : ce critère est apprécié au moyen d'une attestation de certification ou d'une attestation ODG. De plus, la part de l'investissement contributif doit être \geq à 30 % du coût total du projet ou \geq à un montant plancher d'investissement de 6.000 €.

Pilier environnemental :

ATP 5 - Diminution de la consommation d'énergie ou production d'énergie renouvelable :

Ce critère concerne :

- les investissements dans des matériels d'économie d'énergie : la réalisation d'un diagnostic énergie-GES ou autodiagnostic doit être réalisé pour valider ce critère, à partir d'un montant de 1500 € d'investissement. Il

conviendra de fournir le diagnostic ou l'autodiagnostic le cas échéant et ses préconisations afin de valider ce critère.

- les matériels de production d'énergies renouvelables tels que les chauffe-eau solaires et chauffage solaire, les panneaux solaires pour le séchage en grange et le petit éolien (<50Kw) sur mât de 12 mètres minimum.

Ce critère est validé lorsque l'achat de matériels sur ce poste dans le projet (par exemple : récupérateur de chaleur sur tank à lait, système de régulation lié au chauffage, échangeur thermique air-air, ...) est supérieur ou égal à 30 % du coût total du projet ou ≥ à un montant plancher d'investissement de 3 500 €.

ATP 6 - Diminution des pollutions ponctuelles (MAN et hors MAN) : ce critère d'éligibilité est apprécié en fonction de la présence dans les investissements de matériels pour la mise aux normes ou la gestion des effluents d'élevage. La part de l'investissement contributif doit être ≥ à 30 % du coût total du projet ou ≥ à un montant plancher d'investissement de 10 000 €

ATP 7 - Diminution des intrants : ce critère d'éligibilité est apprécié en fonction de la présence dans les investissements de matériels pour l'agriculture de précision ou de matériels de substitution aux traitements (pailleuse pour culture, entretien des couverts, lutte thermique ou biologique, récupération de l'eau, etc.) Pour valider le critère, les investissements dans le projet doivent être supérieurs ou égaux à 30 % du coût total du projet ou ≥ à un plancher d'investissement de 10 000 €

ATP 8 - Valorisation des surfaces en herbe : ce critère est apprécié en fonction de la présence dans les investissements de matériels valorisant l'herbe (matériels de gestion, récolte et distribution de l'herbe, ainsi qu'accès, aménagement, implantation et entretien de prairies). Pour valider le critère, les investissements dans le projet doivent être supérieurs ou égaux à 30 % du coût total du projet ou ≥ à un plancher d'investissement de 6 000 €

ATP 9 - Développement de la production de légumineuses/protéagineux fourragers : ce critère est apprécié en fonction de la présence dans le projet de matériels spécifiques (charrue : inéligible) permettant la culture de légumineuses/protéagineux fourragers (code culture à préciser : Soja (SOJ) ; Pois (PH5, PFH) ; Féverole (FF5, FFO) ; Lupin (LH5, LFH, LP5, LFP) ; Luzerne (LU5, LUZ) ; Jarosse (JO5, JOS) ; Méteil (ME5, MEL) ; Sainfoin (SA5, SAI) ; Serradelle (SE5, SER) ; Trèfle (TR5, TRE) ; Vesce (VE5, VES) ; Méteil fourragers et à grains). Pour valider le critère, les investissements dans le projet doivent être supérieurs ou égaux à 30 % du coût total du projet ou ≥ à un plancher d'investissement de 6 000 €.

ATP 10 - Lutte contre l'érosion, respect des sols : ce critère est apprécié en fonction de la présence dans les investissements de matériels pour les techniques simplifiées de culture (matériels de désherbage mécanique de travail simplifié du sol) ou la lutte contre l'érosion (matériels pour casser la croûte de battance, l'affinement de surface lors du semis et permettant la formation de micro-buttes, ...) ou plantations spécifiques permettant de lutter contre l'érosion de type saule ou miscanthus. Pour valider le critère, les investissements dans le projet doivent être supérieurs ou égaux à 30 % du coût total du projet ou ≥ à un plancher d'investissement de 10 000 €

Pilier social :

ATP 11 - Projet développant l'emploi dans l'entreprise : ce critère sera apprécié au regard de l'étude économique prévisionnelle (n+4 et n+10 pour l'arboriculture) présentée dans le cadre de la demande et d'éventuelles prévisions d'embauche ou d'augmentation de temps de travail salarié. Le porteur de projet devra expliciter ces éléments. Ce critère est validé lorsque le porteur de projet démontre dans son étude économique prévisionnelle (cohérence analysée), par rapport à son dernier bilan (ou Plan d'entreprise pour les JA), que son projet prévoit le développement de l'emploi dans son exploitation pour une part correspondant à au moins 0.5 équivalent temps plein (ETP) annuel

ATP 12 - Amélioration significative des conditions de travail : ce critère sera apprécié dans le cadre de la construction et l'aménagement de bâtiment ou en fonction d'investissements dans des matériels intervenant significativement dans ce domaine (matériels pour la simplification de la distribution de fourrage, matériels de contention, matériels de surveillance des naissances ainsi que des matériels spécifiques pour certaines filières : balayeuses pour l'horticulture, retourneuse à lin avec cabine, ramasseuses à pommes). Les investissements doivent être supérieurs ou égaux à 30 % du coût total du projet ou ≥ à un plancher d'investissement de 4 000 €

IV) Décotes pour les bénéficiaires ayant déjà bénéficiés d'une aide à l'investissement:

Ces décotes (points en moins) ne concernent pas :

- les jeunes agriculteurs
- les projets collectifs (CUMA, GIEE)
- les projets concernés par une mise aux normes
- les projets réalisés en plusieurs phases (nécessitant donc la réponse à plusieurs appels à projets) : dans ce cas, la réalisation en plusieurs phases devra avoir été explicitée dès le dépôt de la première demande d'aide.
- Nouvelle demande dans les 12 mois (code critère : S19) suivants un précédent dépôt de demande : - 20pts
- Nouvelle demande dans les 36 mois (code critère : S20) suivants un précédent dépôt de demande : - 10 pts

CARACTERISTIQUES DE LA SUBVENTION

① Modalités d'intervention :

Taux d'aide pour l'ensemble des investissements

Porteur de projet	Taux de base	Majoration Jeunes Agriculteurs	Majoration agro-écologie/triple performance	Taux d'aide cumulé	Plancher et plafond d'investissement éligible
Agriculteur	20 %		10 %	30 %	Plancher : 10.000 € Plafond*** : 150.000 €
GAEC	20 %			30 %	Plancher : 10.000 € Plafond*** : 200.000 €
JA*	20%	15%		45 %	Plancher : 10.000 € Plafond*** : 150.000 €
Groupements d'agriculteurs**	20 %			30 %	Plancher : 10.000 € Plafond*** : 200.000 €

Remarque pour la majoration JA : dans le cadre des formes sociétaires d'exploitation agricole, le taux est calculé au prorata des parts du/des jeunes agriculteurs dans la société.

***jeune agriculteur :**

- avoir moins de 40 ans au moment du dépôt de la demande d'aide,
- être installé avec la dotation jeunes agriculteurs depuis moins de 5 ans à la date de dépôt,
- avoir déposé sa demande d'aide à la modernisation postérieurement ou simultanément au dépôt de sa demande d'aide à l'installation, ou être considéré comme installé depuis moins de 5 ans,
- les investissements doivent s'inscrire dans le projet développement de l'exploitation agricole (cf. plan d'entreprise).

**** Groupements d'agriculteurs :**

- Toutes structures collectives exerçant une activité agricole dans lesquelles les exploitants agricoles détiennent la totalité des parts sociales ;
- Les Coopératives d'utilisation du matériel agricole (CUMA) ;

- Les Groupements d'intérêt économique et environnemental (GIEE) exerçant une activité agricole.

*****Ce plafond d'investissement éligible est un maximum par porteur de projet sur la durée de la programmation (2015-2020). Ce plafond peut donc être atteint suite à la réponse à un seul appel à projets ou suite à la réponse à plusieurs appels à projets entre 2015 et 2020.**

En cas d'évolution des plafonds en cours de programmation, le service instructeur appliquera les plafonds valables au moment du dépôt du dernier dossier. Si ce plafond a déjà été dépassé lors d'un premier dossier financé, le nouveau dossier ne pourra pas être retenu.

Pour les projets en 2 phases (lorsque la 2^{ème} phase a été prévue par le bénéficiaire dans son premier dépôt, à la section 4 du formulaire de demande d'aide « Projet en plusieurs phases), le plafond à retenir est celui valable au moment du dépôt de la première phase.

Si des précédents dossiers ont été payés ou des demandes de paiement ont été déposées, le montant des dépenses réalisées et retenues sera pris en compte dans le calcul des plafonds.

② La Majoration agro-écologique :

Une majoration supplémentaire d'aide de **10 %** des dépenses éligibles peut être attribuée si le projet présente un caractère agro-écologique marqué.

Une grille d'évaluation de la qualité agro-écologique des projets regroupe 9 critères issus de la grille de sélection dont les critères ont été décrits plus haut. **Un minimum de 40 points** doit être obtenu par un projet pour bénéficier de la majoration agro-écologique.

Critères pour la majoration agro-écologique :

- Projets collectifs (code critère : SMA 4) : 30 pts
- Réalisation d'un audit économique et stratégique (code critère : SMA 7) : 30 pts
- Adhésion à un GIEE (code critère : SMA 11) : 10 pts
- Certification environnementale de niveau 2, Ferme Dephy et réseau des 30.000 (code critère : SMA 13) : 10 pts
- Mesure Agro Environnementale, certification Haute Valeur Environnementale (code critère : SMA 14-1) : 20 pts
- Engagement en Agriculture Biologique (conversion ou maintien) (code critère : SMA 14-2) : 30 pts
- Exploitation herbagère (code critère : SMA 15) : 20 pts (uniquement filière animale)
- Projet triple performance de niveau I (code critère : SMA 27) : 10 pts
- Projet triple performance de niveau II (code critère : SMA 28) : 30 pts
- Projet triple performance de niveau III (code critère : SMA 29) : 50 pts

③ Autres points :

Le nombre de projets éligibles et sélectionnés, finalement retenus, sera également fonction de l'enveloppe affectée à chaque appel à projets.

Les divers financeurs de ce dispositif (Région Normandie, Etat, et Agences de l'Eau Seine Normandie et Loire Bretagne) interviendront en contrepartie du FEADER.

Bien que chaque financeur contribue en fonction de ses priorités et d'une enveloppe prédéfinie par appel à projets, ce dispositif garantit un taux d'intervention uniforme sur le territoire normand pour chaque catégorie de porteurs de projet.

RAPPEL DE VOS ENGAGEMENTS

1) Poursuivre votre activité agricole pendant cinq ans à compter de la date de paiement du solde de l'aide.

2) Maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les matériels, aménagements et constructions ayant bénéficié des aides, et ce pendant une durée de cinq ans à compter de la date de paiement du solde de l'aide.

3) Ne pas revendre le matériel subventionné pendant une durée de cinq ans à compter de la date de paiement du solde de l'aide.

4) Se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place prévus par la réglementation pendant 10 ans à compter de la date de paiement du solde de l'aide.

5) Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits -nationaux ou européens-, en plus de ceux mentionnés dans le plan de financement du projet.

6) Détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif se rapportant aux investissements réalisés et permettant de vérifier l'effectivité de vos engagements et de vos attestations sur l'honneur, pendant une période de 10 ans à compter de la date de paiement du solde de l'aide.

7) Informer son guichet instructeur (La DDT-M de son département ou la Région Normandie-site de Caen) préalablement à toute modification du projet ou des engagements

8) Respecter les obligations réglementaires relatives à la publicité de l'aide

9) Respecter les engagements liés à la majoration agro-écologique

Publicité de l'aide européenne et de l'aide de la Région

Quel que soit le montant de l'aide attribuée

Le soutien octroyé par l'Union européenne au projet ou à l'opération doit être mentionné par l'apposition de logos (drapeau de l'Union européenne, logo Région Normandie et tout autre cofinanceur) et des mentions européennes obligatoires « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales » sur l'ensemble des outils d'information et de communication (documents et supports de communication produits pour un évènement, affichage au sein des locaux ou sur le site Internet).

Si le projet a bénéficié d'une aide publique totale (incluant les fonds européens) comprise entre 50 000 et 500 000 euros

Pendant la mise en œuvre de votre projet, une affiche ou une plaque explicative de dimension A3 minimum présentant des informations sur le projet et mentionnant le soutien financier de l'Union européenne, doit être placée dans un lieu visible du public (par exemple à l'entrée d'un bâtiment).

Les panneaux temporaires et permanents ainsi que les plaques doivent mentionner le nom de l'opération et son objectif principal et intégrer le drapeau assorti de la mention de l'Union européenne et la mention du fonds ayant soutenu l'opération. Ces mentions doivent occuper au moins 25% de la surface de la plaque ou du panneau. Les logos des autres financeurs (Région Normandie ou tout autre cofinanceur) doivent également y être apposés.

L'ensemble des consignes techniques à respecter sont compilées sur le site Internet www.europe-en-normandie.eu avec des modèles d'affiches et de panneaux et plaques personnalisables.

Ces obligations seront rappelées de manière plus détaillée dans la décision juridique d'octroi de la subvention.

FORMULAIRE A COMPLETER ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Demande :

La liste des pièces à fournir est indiquée à la section 7 du formulaire. Toutes ces pièces doivent impérativement être jointes; afin de permettre à votre guichet instructeur de prendre en compte votre demande, et d'en effectuer l'analyse ainsi que l'instruction.

Précisions sur la manière de remplir le formulaire :

- Chaque usager est identifié par un N° unique. Ce N° est le N° SIRET. Si vous ne possédez pas de N° SIRET, rapprochez-vous du Centre de Formalité des Entreprises (C.F.E.) dont vous dépendez.

- Attention, toutes les dépenses et recettes doivent être présentées hors taxes (HT).

- Les lignes « sous-total des financements publics demandés », « sous-total des financements privés », « autofinancement », et « TOTAL général (coût du projet) » devront impérativement être renseignées. En cas de reprise d'un matériel similaire au nouveau matériel faisant l'objet de la demande d'aide, le montant de la reprise devra être indiqué dans la ligne « reprise de matériel » afin de le déduire du montant des dépenses du projet.

Le dépôt d'une demande d'aide ne vaut, en aucun cas, engagement d'attribution d'une subvention de la part des financeurs de ce dispositif.

L'engagement de l'aide est effectué dans la limite des crédits disponibles pour l'année si le projet que vous avez présenté est retenu dans le cadre de l'appel à projets.

Le montant de la subvention qui peut être accordée est prévisionnel, le montant définitif de l'aide devant être calculé en fonction des travaux effectivement réalisés plafonné au montant maximum prévisionnel.

Délais de décision :

Le guichet instructeur vous enverra un courrier accusant réception de votre demande d'aide dans les 2 mois suivant votre dépôt, et vous autorisant à commencer votre opération (signature du premier devis et/ou bon de commande).

Par la suite, vous recevrez soit un courrier vous demandant des pièces justificatives manquantes, soit un courrier vous indiquant que votre dossier de demande de subvention est complet. Pour être instruit, le dossier doit être **complet à la date de fin de l'appel à projets**.

Si, à l'expiration du délai notifié, aucune pièce n'a été retournée au service instructeur, le dossier ne sera pas instruit et sera rejeté de cet appel à projets.

En cas de financement par l'Etat, la notification de la décision juridique du projet interviendra dans un délai maximum de 8 mois à partir de la date de réception de votre dossier (sauf prorogation de délai éventuel à l'initiative de l'Autorité de Gestion). Le projet sera analysé au regard des objectifs de ce dispositif. Il appartient donc à l'exploitant d'exposer dans sa demande en quoi son projet répond aux objectifs du présent appel à projets.

Après instruction, avis en Comité Régional de Programmation des fonds européens, le dossier est présenté pour validation aux élus de la Commission Permanente de la Région Normandie.

Soit une décision juridique attributive de subvention, soit une lettre de rejet de la demande (mentionnant les motifs de celui-ci) vous sera adressée à l'issue de cette Commission.

Commencement d'exécution et délais de réalisation du projet :

Lorsqu'une décision de subvention vous a été notifiée, vous devez déclarer au guichet unique la date de début des travaux.

Vous disposez d'un délai de 1 an à compter de la date du Comité Régional de Programmation pour commencer les travaux ; passé ce délai, la décision est rendue caduque.

Vous disposez ensuite d'un délai de 2 ans à compter de la date du Comité Régional de Programmation pour terminer votre projet.

Vous pourrez demander une prolongation de ce délai au guichet unique en cas de contraintes indépendantes de votre volonté **les textes réglementaires le permettent.**

Ces délais passés, la décision d'attribution de subvention est caduque.

Versement de la subvention :

Pour obtenir le paiement de la subvention, le bénéficiaire doit adresser au guichet instructeur de son dossier (Etat ou Région), **au plus tard dans un délai de deux ans et 3 mois à compter de la date du comité régional de programmation**, le formulaire de demande de paiement qui lui aura été envoyé lors de la notification de la décision attributive, accompagné d'un décompte récapitulatif et des justificatifs des dépenses réalisées (factures certifiées acquittées par le fournisseur).

Une visite sur place pour constater la réalisation des investissements peut être effectuée au préalable par le guichet instructeur.

Deux acomptes peuvent être demandés sur justificatifs des dépenses dans la limite de 80% du montant prévisionnel de la subvention. **Le montant minimum des dépenses d'une demande d'acompte est de 10 000€.** Le solde de la subvention est demandé à l'achèvement des travaux.

Le paiement de la subvention FEADER et du financeur national est assuré par l'ASP. Il est effectué dans la limite des crédits disponibles pour l'année.

LES CONTROLES ET LES CONSEQUENCES FINANCIERES SI VOUS NE RESPECTEZ PAS VOS ENGAGEMENTS.

Le contrôle porte sur tous les renseignements fournis et sur vos engagements

Des contrôles sur place sont effectués de manière inopinée. Le contrôleur doit constater l'exacte conformité entre les informations contenues dans votre demande et la réalité du projet réalisé. Pour les points **1, 2 et 3** de vos engagements, le contrôle consiste à vérifier l'absence d'irrégularité constatée.

A l'issue du contrôle, vous serez invité à signer et, le cas échéant, à compléter par vos observations, le compte-rendu dont vous garderez un exemplaire.

Sanctions prévues :

En cas de non respect, sauf cas de force majeure, des conditions d'octroi de l'aide et des engagements pris, vous devrez procéder au remboursement du montant d'aide versé majoré des intérêts au taux légal en vigueur dans la limite du montant de l'amende prévu à l'article 131-13 du code pénal pour les contraventions de 5^{ème} classe.

En cas de refus de vous soumettre à un contrôle administratif ou sur place, de défaut de maintien dans un bon état fonctionnel et pour un usage identique des investissements ayant bénéficié des aides, de revente du matériel subventionné, de cessation d'activité avant la fin des engagements, vous devrez procéder au remboursement du montant d'aide versé majoré des intérêts au taux légal en vigueur dans la limite du montant de l'amende prévu à l'article 131-13 du code pénal pour les contraventions de 5^{ème} classe.

En cas de fausse déclaration commise lors de la demande d'aide ou au cours de la période d'engagement, vous devrez procéder au remboursement du montant d'aide perçu majoré des intérêts au taux légal en vigueur.

En cas de fausse déclaration faite délibérément ou de fraude, vous devrez procéder au remboursement du montant d'aide perçu majoré des intérêts au taux légal en vigueur dans la limite du montant de l'amende prévu à l'article 131-13 du code pénal pour les contraventions de 5^{ème} classe. En outre, vous serez exclu du bénéfice de l'aide au titre de la même mesure, relevant du

règlement de développement rural, pendant l'année d'octroi de l'aide et pendant l'année suivante.

Cession :

En cas de cession de l'exploitation en cours de réalisation de l'investissement, ou pendant la durée des engagements, aucune aide ne sera versée et le reversement de la subvention déjà versée sera demandé majoré d'éventuelles pénalités. Néanmoins, le cessionnaire peut reprendre, aux mêmes conditions, les investissements et poursuivre les engagements souscrits pour la période restant à courir. Le transfert doit **au préalable** faire l'objet d'une demande écrite auprès de la Région Normandie (site de Caen) pour acceptation.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique. Les destinataires des données sont la Région Normandie, le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et l'ASP. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification pour les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser à la Région Normandie (site de Caen).